



## Arrêt

**n° 122 859 du 23 avril 2014  
dans l'affaire X / I**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRESIDENT F.F. DE LA 1<sup>re</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 23 juillet 2013 par X, qui déclare être de nationalité sénégalaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 27 juin 2013.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'arrêt n° 132 314 du 10 avril 2014 qui reconnaît la qualité de réfugié à la partie requérante.

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le numéro de l'arrêt n° 132 314 du 10 avril 2014, ce dernier étant le numéro 122 314. Il convient de le rectifier d'office de la manière indiquée au dispositif du présent arrêt.

### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article unique**

Dans l'arrêt n° 132 314 du 10 avril 2014, le numéro d'arrêt 132 314 est remplacé par le numéro suivant : 122 314.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois avril deux mille quatorze par :

Mme S. GOBERT,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. P. MATTA,

greffier.

Le greffier,

Le président,

P. MATTA

S. GOBERT